

Nucléaire (4/4). Si c'est pas économique, c'est politique.

Cette conclusion sur la non-compétitivité durable de la filière EPR utilise des données publiques et des méthodes d'analyse simples et bien connues ; elle n'a rien à voir avec un militantisme vert radical. La question est de savoir pourquoi l'élite française reste incapable de renoncer à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Est-ce par corruption ou par procrastination ?

Plus exactement : si une position défie toute rationalité collective, c'est que des intérêts particuliers prévalent.

S'il est difficile de démêler l'écheveau décisionnel ayant récemment conduit à présenter le nucléaire civil comme une technologie d'avenir, il est possible d'identifier les groupes d'influences ayant intérêt direct à une telle aberration :

- La société EDF, dans une situation difficile à court, moyen et long terme, tant du point de vue de financier, technique que de celui social peut considérer ce projet de nouvelles centrales nucléaires comme une solution globale. C'est une fuite en avant : « après nous le déluge ».
- La filière du nucléaire y voit des perspectives plus brillantes que le seul démantèlement des centrales anciennes.
- Beaucoup d'acteurs du BTP français voient avec raison, dans ces projets, la perspective de commandes qui leur seront quasi réservées puisque les entreprises des pays ayant renoncé au nucléaire seront disqualifiées d'entrée de jeu.
- Le gouvernement actuel y voit une stratégie zéro carbone consensuelle à l'horizon 2050, fermant les yeux sur l'impasse qu'elle représente et sur les efforts qui seront à faire pour compenser une telle erreur.
- Aucun acteur politique français, de gauche ou de droite mis à part ceux d'EELV, surtout en cette période électorale, ne souhaite déchaîner l'ire des salariés et de la technocratie liés à EDF ainsi que de la filière nucléaire dans son ensemble ; il est habile d'être pour, ou mieux de ne pas rentrer dans le débat, de ne pas décider. De toutes les manières, au pouvoir, tous seraient confrontés à la faiblesse de l'État français face aux lobbies industriels et sociaux.
- Beaucoup des pays traditionnellement alliés à la France peuvent voir le nucléaire comme un moyen de réduire les débouchés du gaz russe et de celui des alliés de la Russie
- L'AIEA, une agence de l'ONU créée pour réguler l'utilisation de l'énergie nucléaire au niveau international, a étendu depuis peu son rôle à la promotion de l'énergie nucléaire. La nuance est de taille. La contradiction surprenante.

Face à cette convergence irresponsable d'intérêts politiques et économique, qu'ils restent passifs ou qu'ils soient proactifs, ne s'oppose que l'industrie des énergies renouvelables et ses fournisseurs. Ces derniers dépendent (pour peu de temps encore) de financements publics qui, s'ils ne mobilisent encore que peu de ressources humaines et financières, n'en ont pas moins des perspectives brillantes en tant qu'activité et en tant que solution à la crise climatique.

Par ailleurs, on ne peut bien entendu qu'être perplexe devant le silence des commentateurs politiques et économiques, habituellement si brillants, face aux incohérences de ce plan de relance de la construction de centrales nucléaires. Il s'agit proprement d'une impasse stratégique, financière et climatique.

Enfin, on ne peut que craindre que cette absurde relance contribue à dégrader la situation européenne et internationale de la France. Elle :

- place l'État français au côté d'États illibéraux : Pologne, Russie, Chine qui valorisent dans le nucléaire son côté centralisé utile à la manifestation dirigisme étatique,
- transforme ses discussions sur ce sujet avec des États tels que l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie en une crise ouverte mettant en danger les institutions européennes, cela n'étant pas pour déplaire au Royaume-Uni ou aux États-Unis notamment,
- désinhibe le lancement de projets SMR lesquels, s'ils promettent une énergie plus chère que celle des grosses centrales (déjà très chères), ne peuvent qu'attirer les États peu démocratiques qui y verraient le moyen d'accroître leur emprise sur leur pays par le contrôle économique et par le renforcement des forces armées que cela justifie
- ouvre la voie à une nouvelle vague de dissémination nucléaire à l'instar de ce qui s'est passé en Corée du Nord et en Iran

Quel décideur politique saura acter que la filière EPR, de même que probablement toutes les filières de troisième génération sont des impasses techniques et environnementales. Qui comprendra que plutôt que de persister dans cette voie il vaut mieux, au plus tôt, réorienter les ressources vers d'autres secteurs plus prometteurs ? Lequel s'affirmera comme un homme d'Etat soucieux de l'avenir de la France et de l'Europe ?

Février 2022,

Raoul de Saint Venant

sur LinkedIn